



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Grande instabilité malgré le nouveau gouvernement d'unité nationale

Bangui (Agence Fides) - La formation du gouvernement d'unité nationale n'a pas encore fait cesser l'instabilité en République centrafricaine. Selon la presse locale, les rebelles de la coalition Seleka, qui ont obtenu dans le nouvel exécutif certains ministères importants comme celui de la Défense, continuent à perpétrer des violences à l'encontre des civils.

Un politologue de l'Université de Bangui, interrogé par Centrafriquepress, affirme qu'il existe désormais une distanciation entre les groupes combattants qui agissent sur le terrain et les responsables de Seleka, qui ne seraient plus en mesure de contrôler leurs hommes. L'expert affirme que les responsables de Seleka doivent contacter leurs troupes, éparpillées sur le territoire, afin de leur expliquer la signification des accords de Libreville du 11 janvier, qui ont créé un gouvernement d'union nationale.

L'une des zones dans lesquelles se ressent le plus le poids de l'instabilité est le territoire de Kaga Bandoro, dont l'Evêque, S.Exc. Mgr Albert Vanbuel, avait lancé un appel à l'Aide à l'Eglise en détresse.

Le Diocèse de Kaga Bandoro, se trouve sur la route qui mène, du Tchad et du Soudan, à la capitale centrafricaine et constitue par suite « un passage obligé pour les nombreuses factions dissidentes présentes dans notre pays » peut-on lire dans une note envoyée à l'Agence Fides. La Seleka est parvenue à Kaga Bandoro, quelques jours avant Noël. Après l'hôtel de ville, la préfecture et le tribunal, l'Archevêché a lui aussi été dévalisé le 16 janvier. Les rebelles ont en outre fait main basse sur les réserves de blé et de manioc et livré aux flammes le seul dépôt de carburant de la région.

Selon les estimations de la FAO, des centaines de milliers de personnes ont trouvé refuge dans la brousse suite aux affrontements et à la destruction de leurs habitations. Le Diocèse de Kaga Bandoro en a accueilli plus de 450. Une grande partie de la population est gravement dénutrie, malade et privée d'accès aux soins médicaux. Les rares structures sanitaires encore ouvertes ont achevé leurs stocks de médicaments ou ont été saccagées. L'Eglise représente le seul point de repère de la population locale. Mais les besoins sont grands et les rares ressources à disposition se trouvent déjà épuisées. L'Aide à l'Eglise en détresse a immédiatement répondu à l'appel de Mgr Vanbuel au travers d'une contribution initiale de 40.000 €uros. (L.M.) (Agence Fides 12/02/2013)